

N° 7347<sup>5</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

# PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

modifiant

1. le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz;
2. le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables;
3. le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

\* \* \*

## AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(7.3.2019)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 2 août 2018 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre de l'Economie. Le 5 septembre 2018, une nouvelle version du texte du projet de règlement grand-ducal a été transmise à la Chambre des Députés.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche financière, un texte coordonné ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avis du Conseil d'État date du 22 janvier 2019.

L'avis de la Chambre de Commerce date du 17 décembre 2018, celui de la Chambre des Métiers du 25 janvier 2019.

\*

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de permettre un déploiement accéléré des installations basées sur les sources d'énergie renouvelables sur le territoire national. Pour ce faire, il modifie trois règlements grand-ducaux :

1. Le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, qui avait mis en place un système de rémunération sous forme de tarifs d'injection et de primes de marché pour la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, en tenant compte des exigences prévues dans les lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 de la Commission européenne. Le projet de règlement grand-ducal vise à affiner, voire à élargir les dispositions actuelles. Les bénéficiaires potentiels de l'aide restent les exploitants de centrales établies sur le territoire du Luxembourg et fonctionnant aux sources d'énergie renouvelables. À côté de modifications concernant les obligations des gestionnaires de réseau, les extensions des centrales

photovoltaïques, des précisions pour être conforme aux lignes directrices de la Commission européenne, il est procédé à des adaptations concernant la structure de la tarification des centrales photovoltaïques, des centrales hydroélectriques et des centrales à biomasse et au bois de rebut. En ce qui concerne le domaine de la biomasse produisant de l'électricité et de la chaleur, le champ des bénéficiaires est élargi aux grandes centrales. Pour ce qui est du domaine de l'hydroélectricité, une rémunération résiduelle pour les grandes centrales hydroélectriques est introduite. Finalement, il est procédé à l'adaptation des rémunérations des installations photovoltaïques, à l'introduction d'une nouvelle rémunération pour les centrales photovoltaïques avec une puissance électrique de crête inférieure ou égale à 10 kW de même que d'une tarification pour les installations photovoltaïques collectives entre 200 et 500 kW.

2. Le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz. En l'occurrence, le régime d'aides soutenant la filière biogaz est reconduit jusqu'en 2022.
3. Le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement. Une modification ponctuelle de ce règlement est nécessaire pour assurer un parallélisme dans les définitions des centrales de production d'énergies renouvelables.

\*

Dans son avis précité du 17 décembre 2018, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de règlement grand-ducal. Elle souhaiterait cependant, d'une manière générale, que les différents intervenants dans la mise en place et le développement d'installations de production d'électricité sur la base de sources d'énergies renouvelables soient informés dans des délais raisonnables de tout changement concernant les mécanismes de soutien et les tarifs applicables, ceci afin de permettre une certaine visibilité quant aux règles du jeu de ce marché pour inciter les investisseurs potentiels à s'engager dans ces projets nouveaux.

\*

Dans son avis précité du 25 janvier 2019, la Chambre des Métiers approuve le projet de règlement grand-ducal. Elle est d'avis que l'adaptation des tarifs dans le domaine de l'énergie solaire et l'élargissement du champ des bénéficiaires vont aider à stimuler le marché des installations photovoltaïques. Selon elle, le nombre d'instruments d'aides pourrait cependant être augmenté encore davantage. Elle revendique un accès transparent aux données de la plateforme informatique nationale qui sera créée, afin de garantir des chances équitables aux entreprises artisanales de toute taille. Elle insiste sur le fait qu'un accès équitable à l'infrastructure numérique pour toutes les parties prenantes doit être assuré et rappelle que la disponibilité des données est d'un intérêt croissant pour le développement continu et la refonte des modèles d'affaires dans l'artisanat. Elle est d'avis qu'une revue à la hausse des primes d'investissement et un élargissement du champ d'éligibilité des équipements techniques seraient de mise.

\*

Dans son avis précité du 22 janvier 2019, le Conseil d'État s'interroge sur la portée de l'expression « de manière sommaire » à la lettre c) point 6° de l'article 1<sup>er</sup> qui a pour objet de compléter l'article 4 du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> août 2014 par un nouveau paragraphe 6. Il demande de supprimer cette expression.

La Haute Corporation souligne en outre qu'aux points 9° et 22° de l'article 1<sup>er</sup> du projet de règlement grand-ducal, il est fait référence à un « contrat-type à établir par le gestionnaire de réseau concerné qui doit être approuvé par le régulateur préalablement à la conclusion ». Tout en étant consciente que ce régime existe déjà dans la réglementation en vigueur, elle donne cependant à considérer que la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ne confère pas une base légale en vue de l'établissement d'un tel contrat-type et que, partant, le texte du projet de règlement grand-ducal risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution. Le Conseil d'État suggère donc aux auteurs d'amender le projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'orga-

nisation du marché de l'électricité (dossier parl. n°7266) qui se trouve actuellement en cours de procédure, en vue de donner une base légale à ce contrat-type. La commission parlementaire constate que, dans sa prise de position du 12 février 2019, le Gouvernement renvoie à l'article 6 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie qui dispose que « *La rémunération de l'électricité résultant d'une production basée sur les installations définies à l'article 5 ainsi que les modalités de raccordement et de fourniture de courant seront déterminées par règlement grand-ducal à prendre sur avis obligatoire du Conseil d'État et avec l'assentiment de la conférence des Présidents de la Chambre des Députés* ». Le Gouvernement est d'avis que cette disposition confère une base légale explicite pour la conclusion des contrats de rachat à conclure par les gestionnaires de réseau avec les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.

Le Conseil d'État émet en outre plusieurs observations d'ordre rédactionnel et légistique. La commission parlementaire constate que le nouveau texte coordonné lui soumis pour avis reprend entièrement les remarques émises par la Haute Corporation.

La Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire note encore que l'approbation du projet de règlement grand-ducal par la Commission européenne n'a pas encore eu lieu, car celle-ci n'accepte pas le concept actuel d'une rémunération pour les grandes installations hydroélectriques existantes en ce qui concerne le volet aide d'État, de sorte qu'il s'avère nécessaire de supprimer le point 24° de l'article II. Par ailleurs, la Commission prend note de l'adaptation du préambule, du remplacement de la formule exécutoire et de la signature qui sont devenus nécessaires suite au remaniement des ministères afin de mettre les titres et noms corrects.

\*

Au vu de ce qui précède, la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire donne son assentiment au texte du projet de règlement grand-ducal, tel qu'il a été amendé suite à l'avis du Conseil d'État.

\*

La Conférence des Présidents fait sien l'avis de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire et donne son assentiment au projet de règlement grand-ducal N°7347.

Luxembourg, le 7 mars 2019

*Le Secrétaire général,*  
Claude FRIESEISEN

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Fernand ETGEN

